

IMPOSSIBILITÉ DE GOUVERNEMENT: IL N'Y A PAS DE PROBLÈME CONSTITUTIONNEL...

Depuis un siècle et demi, un peuple qui se croit le plus spirituel de la terre s'absorbe dans la recherche la plus vaine et la plus inutile qui soit. Qu'espère-t-il donc trouver? Quel secret merveilleux se flatte-t-il de faire surgir du tumulte de cent révoltes? Ce qu'il cherche? Parbleu! une Constitution idéale, cette pierre philosophale, de la science politique, remède bienfaisant et propice, remède universel - les Français retardent légèrement et s'imaginent encore travailler pour les nations de la terre... - remède universel providentiellement destiné à cicatriser nos blessures et à établir inébranlablement le règne de la Loi et de la Liberté.

Une bonne constitution, LA Constitution, vous dis-je, et c'en est fini de nos angoisses, de nos divisions, de nos haines: plus de question sociale, plus de luttes de classes, finis le paupérisme et la plaie du prolétariat. On en vient à regretter que le texte ahurissant que nous valent les laborieuses cogitations de nos marxistes n'ait rien prévu contre le gel et la sécheresse qui ravagent nos récoltes. Pendant qu'ils y étaient...

Ainsi va la course insensée, cependant que l'insaisissable fantôme fuit et se fait plus impalpable et ricaneur.

Comment cette nation imbécile et oiseuse continue-t-elle volontairement à s'infliger les affres de Tantale?

Constitution de 1793: c'est le coup de force du 30 mai, l'expulsion des opposants, la dictature des comités, puis de Robespierre, et toutes les têtes dans la lucarne à Samson, à commencer par celle des «révolutionnaires».

Constitution de 1848: quelques mois à peine et la France est enchaînée par le rejeton douteux et dégénéré d'un frère du Corse diabolique.

Constitution de 1875: la République de Mac Mahon et Gallifet, la «République des ducs»! Elle n'est pas mauvaise, elle serait même bien bonne et bien plaisante, la pantalonnade, constitutionnelle, si... Si la liberté, en l'honneur de laquelle hommes d'État, charlatans, faux philosophes et politiciens rompent périodiquement des lances en papier mâché, n'était régulièrement immolée dans une bagarre qui commence toujours par une stérile logomachie et se finit traditionnellement dans un bain de boue et de sang.

Entre nous, c'est une fichue marotte que nous a flanquée là le vain sophiste de Genève, et on se demande comment les nations ont pu si longtemps se passionner et se diviser au vacarme de nos querelles. Temps qui semble bien fini, d'ailleurs. Il n'est, pour s'en convaincre, que d'observer le comportement des communistes dans cette piteuse affaire, et Duclos ne nous l'a pas envoyé dire le mois dernier, au cours du débat sur la nouvelle déclaration des droits de l'homme: «*La France est bien trop abaissée aujourd'hui; elle n'a plus de message à adresser au monde...*». On imagine les sourires des nacos; ils ne sont pas dupes de la comédie, ceux-là, et savent à quoi s'en tenir. Tant pis pour les jocresses qui croient encore au père Noël...

Anarchistes, nous nous moquerions éperdument de ces niaiseries. Mais... il y a un mais: le travail continue de payer une lourde dîme au capital: l'État comprime toujours et la loi plus que jamais triche. Gouvernement, patronat et partis sont acoquinés dans la plus infâme des coalitions (on l'a vu durant la grève des rotativistes) pour pressurer et faire crever le proléttaire, réduisant encore sa minable pitance pour l'amener à savoir se contenter de peu, car il faut exporter sans trêve, exporter toujours pour se procurer les divines devises contre quoi on obtiendra canons, tanks, avions en vue de la prochaine sarabande des macchabées.

Pendant ce temps, le sinistre ménage à trois gouvernemental semble s'acharner à déconsidérer l'idée même de gouvernement - nous serions mal venus de nous en plaindre! - par leur impuissance scandaleuse, leurs manœuvres et leurs chantages. Et c'est avec de pareilles mœurs politiques que ces faux jetons essaient de gonfler le régime parlementaire? Le parlementarisme corrupteur ne revivra plus jamais, et c'est tant mieux, pour la morale publique. Il ne revivra pas parce que ses prétendus champions n'y croient plus eux-mêmes. A part quelques vieilles barbes anachroniques, la plupart de nos politiciens ne voient là qu'un heureux malentendu à exploiter pour le plus grand profit de leur parti. Le parlementarisme, c'est l'équilibre politique fondé sur la compétition de deux partis, un au pouvoir, l'autre dans l'opposition: c'est la manière anglaise. Ou alors, c'est la cohue des comités innombrables et des comitards avides soudoyés par les féodalités économiques: c'est le parlementarisme français de la III^{ème} République; il n'a été que la fangeuse caricature de l'autre. Avec trois, avec quatre partis? Non, le parlementarisme est impossible. A cet égard, le scepticisme des politiciens est visible; leur constitution semble avoir été faite pour favoriser le pouvoir exclusif d'un seul parti. Sa tendance est incontestablement totalitaire. Or ils ont tous peur de la dictature. Les communistes, au moment où la révolution russe agonise, ne veulent pas de révolution en France: elle risquerait de gagner l'Europe et de troubler la quiétude des ministres et maréchaux soviétiques. Prendre le pouvoir? Ce serait se mettre à dos la majorité du pays et favoriser une réaction antirusse qu'il faut à tout prix éviter. L'équivoque malhonnête du bi ou du tripartisme fait mieux les affaires de Staline. Quant aux socialistes, M.R.P., P.R.L. et autres, le diable sait ce qu'ils veulent et si leur attachement surtout verbal à un libéralisme dépassé n'est que mensonge, ils n'ont pas le courage d'aller à la dictature parce qu'ils n'ont pas de courage tout court. Reconnaissions toutefois que la dictature est bien démonétisée en Europe depuis un an. Alors, le chancré du scepticisme menace de ronger les nations.

Mais si le parlementarisme est impossible, si la dictature est impossible, que reste-t-il aux hommes assoiffés d'ordre? Il aurait donc raison, le père de nos doctrines qui disait il y a tantôt un an, que «*le gouvernement est impossible*»? Qu'y a-t-il hors du gouvernement? Le désordre - non l'anarchie - le désordre capitaliste et bureaucratique, avec le prolétariat pour faire les frais des catastrophes économiques. Ça ou l'anarchie comme principe d'organisation sociale telle qu'elle a été définie par Proudhon, Bakounine, Kropotkin, Malatesta. En deçà du gouvernement, il n'y a que le gouvernement, c'est-à-dire le néant, rien. Les régimes sont morts, les constitutions ne sont que poussière, le gouvernement se meurt. Il faut aller au-delà...

Au-delà, c'est le non-gouvernement, c'est la révolution sociale, c'est l'anarchie.
